

laume-Luxembourg, il y a cependant des indices suffisans pour faire admettre qu'il désire avoir nos chemins de fer, postes et télégraphes.» Ce qui engageait Majerus et de Blochausen à insister auprès de Philippart pour activer les travaux d'Esch et de la Sûre et pour remplacer les actions du cautionnement «par des titres sur des tiers, bonnes obligations ou rentes de la Caisse d'Annuités.»⁴⁵⁾

Le journal «L'Union» du 4. 4. 1871 ayant révélé les dernières propositions faites par la Société des Bassins Houillers pour la reprise du Guillaume-Luxembourg, Majerus se plaint amèrement de cette indiscretion auprès d'Emmanuel Servais (5. 4. 1871). Ce qui choque également le correspondant du Ministre d'Etat c'est que, dans ledit article, on dépeint le Prince-Lieutenant «comme favorisant, par l'intermédiaire d'un représentant officieux spécial, des machinations secrètes contraires aux intérêts et aux voeux du pays... Si l'article donne lieu à poursuites, je crois franchement que vous feriez bien de poursuivre, et d'amener enfin le grand jour dans ces menées ténébreuses qui stérilisent vos meilleures intentions et découragent vos amis.»

Dans une lettre du 18. 4. 1871 il est de nouveau question des indiscretions (plus ou moins exactes) publiées dans des journaux «hostiles» au sujet des négociations confidentielles concernant la reprise du Guillaume-Luxembourg et, la première fois, on entend les craintes de Majerus «que la chose ne s'applique à l'émission projetée des obligations, et que M. Ph. n'ait trouvé des désagrémens et des obstacles imprévus... Qui diable peut tenir la Luxemburger Zeitung, l'Union et l'Echo d'Arlon aussi bien et aussi vite au courant?... Je ne pense pas que M. Ph. puisse ou veuille chercher des prétextes pour réclamer et se soustraire à ses engagements. Ce serait la ruine de son crédit et la culbute de sa société, dont les titres sont pourtant toujours bien cotés à la Bourse.»

Le 27 mai Majerus essaie, en détaillant la recette kilométrique du réseau luxembourgeois et en faisant miroiter devant ses yeux les rentrées à attendre après la construction des hauts fourneaux d'Esch, de persuader Servais «qu'il n'y aurait aucun danger pour l'Etat à reprendre lui-même l'exploitation de nos lignes, même à ses propres risques et périls.»

Le projet de contrat d'exploitation élaboré par Servais et remis à de Blochausen pour être discuté à Bruxelles ne trouvant pas en tous points l'approbation des hommes entourant de Hirsch, les négociateurs le laissèrent en suspens de juillet à septembre 1871.

Voici ce que nous lisons dans une lettre que Fr. Majerus écrivit le 30. 7. 1871: «Il resterait toujours une entente avec le Guillaume-Luxembourg, que vous considérez comme difficile, si on ne donne pas beaucoup d'argent. Mais comme vous êtes bien décidé à céder nos chemins de fer à l'Etat allemand, les négociations actuellement en marche me paraissent sans issue. Dans tous les cas, vous devez désirer avoir autre chose à présenter et à opposer, et j'espère que